



Michel MOZZICONACCI

candidat dans la 1ère circonscription de Corse du Sud

Bonjour Mr Le Président,

La précarité et la pauvreté constituent une priorité dans mon mandat de député, axée autour de 5 engagements :

- **L'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté ;**
- **Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants ;**
- **Un parcours de formation garanti pour tous les jeunes ;**
- **Vers les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité ;**
- **Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.**

Ces engagements sont doubles puisqu'ils permettent de lutter contre la pauvreté mais aussi de s'occuper des jeunes et ce dès le plus jeune âge. En effet, le premier engagement permettra par exemple de développer les modes d'accueil de la petite enfance, les crèches ou encore la mixité sociale dans les modes d'accueil des jeunes enfants. Le second permettra notamment à tous les enfants d'accéder aux cantines scolaires à des tarifs accessibles et dans lesquelles ils pourront manger équilibré. Le troisième garantira un parcours de formation pour tous les jeunes jusqu'à leurs 18 ans. Cet accompagnement vers l'emploi permettra aux jeunes de sortir de la précarité et de ne pas y entrer en décrochant un emploi qui leur plaît plutôt que de connaître le décrochage scolaire et professionnel. Le quatrième engagement permettra d'aller vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité. Cela passera par la simplification du système des minima sociaux, l'encouragement de la reprise d'activité et la garantie à chacun d'un accès à une complémentaire santé. Enfin, le dernier engagement, pris par la majorité et que je souhaite décliner au niveau local concernant la pauvreté consiste à investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi. Le gouvernement s'engage à créer une garantie d'activité pour 300 000 allocataires par an et de favoriser le retour à l'emploi des personnes les plus fragiles pour qu'elles ne tombent pas dans la précarité. Il s'agira, à notre échelle, de suivre tous ces engagements et d'éradiquer la pauvreté.

Par ailleurs, cette stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté est conjointement menée par le ministère de la Santé et de la Prévention et le ministère des Solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées. Je serais, de par mon parcours, particulièrement attentif au suivi et à la défense de cette politique, en participant par exemple aux commissions permanentes des affaires sociales et des finances pour influencer sur les projets de loi concernant la lutte contre la pauvreté.

S'agissant de l'accès aux **besoins fondamentaux**, nous aurons du travail notamment au niveau des **soins**. Il pourrait être pertinent, lorsque cela est possible, de miser sur les téléconsultations qui tendent à se développer. De plus, la crise sanitaire a montré à quel point le système de santé était important mais qu'il pouvait aussi être en difficulté. Nous manquons cruellement de soignants, en particulier dans certains territoires où l'accès aux soins non-programmés et aux urgences est complexe. Emmanuel Macron a d'ores et déjà confié une mission d'un mois au professeur Braun pour identifier les difficultés de chaque territoire et les réponses qu'il est possible d'apporter.

La politique du **logement** est également liée aux besoins fondamentaux et il est possible de la mener avec des objectifs écologiques. Ainsi, la consommation énergétique sera désormais un critère pour évaluer la décence d'un logement. Nous suivrons les recommandations du gouvernement puisque la lutte contre les « passoires thermiques » (logements qui consomment le plus d'énergie) se mène au niveau national. La France en compte aujourd'hui plus de 4 millions mais à compter du 1er janvier 2023, tous les logements « classés G » (selon le

diagnostic de performance énergétique) seront interdits à la location. Ce sera bien évidemment le cas dans notre circonscription et nous ferons en sorte d'effectuer des contrôles et des améliorations lorsque cela sera possible. Le développement des **transports en commun** s'insère également dans cette logique d'assurer au mieux la transition écologique tout en facilitant la vie de nos citoyens. Pour accompagner les collectivités locales, il s'agira donc d'améliorer les mobilités et les transports en commun. Pour ce faire, un appel à projets pour les transports en commun hors région parisienne avait été lancé fin 2020. 162 projets lauréats (soit 95% des projets présentés) vont bénéficier des 900 millions d'euros de cet appel. Cela correspond à 95 projets de transports collectifs, 25 nouvelles lignes de tramway et 74 nouvelles lignes de bus à haut niveau de service. Nous nous servons de ces idées et de ces projets pour développer ce secteur essentiel.

Les jeunes sont souvent ceux qui maîtrisent le mieux les outils numériques. Nous demanderons donc des subventions pour qu'il soit possible d'équiper tous les étudiants d'un ordinateur portable pour qu'ils puissent travailler efficacement à l'université dans leurs travaux de recherche notamment.

Aussi, nous mettrons en place des lieux dédiés à la **culture** accessibles à tous et plus particulièrement aux jeunes puisque je souhaiterais étendre le pass Culture à une population encore plus jeunes mais aussi à d'autres lieux comme ceux où l'on peut pratiquer un sport. Notre pays organisera les Jeux-Olympiques dans 2 ans et il serait dommage de ne pas réussir à surfer sur cette dynamique. Il pourrait ainsi être intéressant de faire découvrir de nouveaux sports aux jeunes à travers des événements regroupant des sportifs et anciens sportifs de haut niveau qui serviraient d'ambassadeurs pour le sport, un enjeu social et de santé publique. Il s'agit de connecter la Corse à ce moment important du pays, je m'y engage.

Concernant la solidarité institutionnelle et sociétale, j'ai évidemment le souhait d'associer les plus pauvres à la conception, la réalisation et l'évaluation des mesures qui les concernent. Dans certaines universités, ce sont par exemple les étudiants en situation de précarité qui sont rémunérés par leur université pour mettre en place et effectuer des distributions alimentaires. On pourrait donc prendre le même modèle et intégrer les personnes en difficulté financièrement dans les dispositifs visant à les aider.

À propos du **pouvoir d'achat**, j'aimerais tout d'abord que l'on consomme des produits locaux. Cela permettra d'aider nos entreprises locales, de réduire le transport et d'ainsi faire des économies sur les frais liés aux déplacements des produits. Vu la hausse du prix du carburant ces derniers mois, il sera capital de miser sur les transports en commun afin que les déplacements du quotidien puissent être faits de la sorte. Cela permettra aux citoyens de faire des économies mais aussi de limiter nos émissions de gaz à effets de serre.

Nous suivrons également les mesures gouvernementales que nous faciliterons d'un point de vue administratif en étant à votre écoute pour vous permettre de bénéficier de chèques alimentaires, en vous renseignant sur votre éligibilité à la prime Macron (triplée par ce dernier) et au RSA.

Je suis favorable à l'expérimentation d'un revenu universel dans la mesure où je soutiens le chef de l'État dans son idée de créer une seule base de ressources pour attribuer les prestations.

Je milite également pour que soit mis en place un accueil digne pour tous les migrants. Cela signifie que nous utiliserons tous les logements dont nous disposons et que nous mettrons en place des hébergements d'urgence afin que personne ne dorme dehors.

Bien cordialement,

Michel MOZZICONACCI

candidat dans la 1ère circonscription de Corse du Sud